

Recherches sociographiques



De l'espoir à la désillusion. Carnet d'un journaliste

Gilles Lesage

Volume 25, Number 1, 1984

Le gouvernement du parti Québécois

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/056069ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/056069ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (print)

1705-6225 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this note

Lesage, G. (1984). De l'espoir à la désillusion. Carnet d'un journaliste. *Recherches sociographiques*, 25(1), 9–21. <https://doi.org/10.7202/056069ar>

DE L'ESPOIR À LA DÉSILLUSION

Carnet d'un journaliste *

Le 15 novembre 1976...

Surprise, euphorie, confiance. Tout est permis, tout est possible, comme en juin 1960. Voici de retour le bon et vrai gouvernement, demain nous appartient. Le goût du Québec, avec ferveur, candeur, transparence. Chance au coureur et lune de miel. « Nous ne sommes pas un petit peuple... nous sommes quelque chose comme un grand peuple », proclame René Lévesque, la voix étranglée par l'émotion, ce soir de triomphe inespéré, au Centre Paul-Sauvé.

Le nouveau gouvernement, certes le plus instruit et le plus brillant de l'histoire du Québec, est porteur d'un large et ambitieux programme, qu'il fignote à l'infini depuis huit ans, et auquel on a accolé l'épithète de social-démocrate. Il propose aussi la souveraineté-association, mais elle est pour l'heure entre parenthèses, en sourdine, en filigrane. Le grand rendez-vous ne viendra que plus tard, au moment opportun, quand l'ardente équipe des soixante-dix députés péquistes aura engrangé les fruits d'un automne sans pareil et mené en douceur les Québécois au seuil d'un avenir illimité...

Soucieux de ne rien brusquer, de ne pas brûler les étapes, de ne pas tenter de faire pousser la fleur en tirant dessus, le Parti québécois a terrassé le gouvernement Bourassa en prenant huit engagements précis, aussi réalistes que modestes en apparence. Cachant bien son atout, il promettait simplement, dans l'ordre, de :

- améliorer la situation économique ;
- rétablir la paix sociale ;
- améliorer le régime de soins de santé gratuits ;
- développer l'habitation ;
- abolir les caisses occultes ;
- réformer l'assurance-automobile ;
- relancer l'agriculture ;
- aider les municipalités.

* Texte achevé de rédiger le 24 janvier 1982.

Fin 1977

Précédés ou accompagnés de livres blanc, vert, orange, les projets ont foisonné dans toutes les directions à la fois. Quand tout devient prioritaire, rien ne l'est en fait. Le gouvernement bouge et parle beaucoup, il se démène comme un diable dans l'eau bénite, il a quelque chose à prouver. Et rapidement.

« Le PQ a peu promis, mais il a tenu promesse », titre le chroniqueur Patrick Doyle, dans le *Sunday Star*. Mais pas tout à fait dans le sens prévu. Contre toute attente — mais fort du principe d'action politique voulant qu'il faille crever les abcès douloureux en début de régime et non à la fin — le gouvernement plonge à fond dans le débat linguistique qui a été la pierre d'achoppement des deux gouvernements précédents. Il en fait d'ailleurs, sous le nom pompeux de charte, sa loi-fétiche, lui donnant le numéro magique de loi numéro 1, qui deviendra la loi 101, à la suite d'épisodes législatifs rocambolesques.

La loi réjouit et rassure les francophones, crispe et hérissé les anglophones et les « ethniques ». Elle est le principal fleuron de cette première année péquiste, à cause de la persistance et de la rigueur d'un ministre d'État, Camille Laurin, dit « le doc ».

Au grand désespoir, d'ailleurs, de René Lévesque, qui n'a pu faire prévaloir sa fameuse « clause Canada », même en faisant miroiter des accords de réciprocité avec les autres provinces.

« M. Lévesque est visiblement contrarié chaque fois que la presse inscrit la loi 101 en tête de liste des réalisations de son gouvernement — écrit Michel Roy dans *Le Devoir* du 15 novembre 1977. À ses yeux, ce sont les médias qui ont accordé une place démesurée à la "charte" de la langue et aux longs débats qui en ont précédé l'adoption... Ce que déplore au fond M. Lévesque, c'est la tendance très nette à laquelle son propre gouvernement n'a cessé d'obéir depuis le 15 novembre : celle qui consiste à privilégier le projet national au détriment du projet social, les avenues culturelles de préférence aux voies économiques. On admet volontiers que le premier ministre aurait voulu qu'il en fût autrement, mais il est un peu simple d'en rejeter la faute sur les médias, qui n'auront été en somme que le reflet des préoccupations majeures de l'administration. »

Si la langue domine les débats et l'actualité — avec, en arrière-plan, le projet national du P.Q. — il n'en reste pas moins que le gouvernement, encore immaculé, marque plusieurs bons points :

- abolition des caisses électorales occultes, épuration et démocratisation du financement des partis politiques, bannissement des contributions « corporatives » ;
- présentation et étude du projet de réforme de l'assurance-automobile, qui entrera en vigueur au début de 1978 : dans une première étape, l'État assume la protection, « sans faute », des dommages corporels ; mais la deuxième étape se fait encore attendre ;

- l'amélioration du régime de soins de santé gratuits se manifeste par la gratuité des médicaments aux personnes âgées, et par l'extension des soins dentaires aux enfants ;
- le premier sommet économique, celui de La Malbaie, convoqué par le gouvernement, réunit les dirigeants syndicaux, patronaux et coopératifs, dans un effort sans précédent de concertation. Lévesque veut en arriver à un « accord au moins sur les faits les plus têtus et les plus importants ». Cinq ans plus tard, cet accord impossible reste un beau rêve inachevé.

En janvier, le discours de René Lévesque devant le Economic Club de New York avait effarouché la communauté internationale avec sa menace de nationalisation de l'industrie de l'amiante. Mais le discours du budget de Parizeau, deux mois plus tard, la rassure : il annonce, selon ses propres termes, la fin de la récréation, grevée par l'énorme déficit olympique ; il se fait rassurant sur le plan des emprunts gouvernementaux et il ajourne indéfiniment les « cadeaux » péquistes aux petits contribuables.

Le « préjugé favorable aux travailleurs » se manifeste par l'adoption d'une loi anti-briseurs de grève et par le relèvement accéléré du salaire minimum. Mais quand prend fin la plus longue session de l'histoire parlementaire du Québec, en décembre, la moitié du programme législatif reste en plan et sera reprise l'année suivante. Il n'y a eu ni miracle ni désastre. Mais « bâtir le Québec » sera plus long et plus ardu qu'on ne le prévoyait : pour un obstacle qui est levé, deux autres surgissent inopinément. Sur le plan économique surtout, la guérilla avec Ottawa prend de l'ampleur et ira s'intensifiant sans cesse.

Fin 1978

Le bilan législatif continue d'être volumineux et impressionnant. Réforme de la fiscalité municipale, création de la Société nationale de l'amiante (S.N.A.), institution du recours collectif (le *class action* en vigueur depuis un bon moment ailleurs en Amérique du Nord) ; réorganisation des structures de négociations collectives dans les secteurs de l'éducation, des affaires sociales et des organismes gouvernementaux en vue de prévoir les services essentiels en cas de grève ; accès libre aux territoires de chasse et de pêche ; loi sur la consultation populaire (référendum), livres blancs sur la culture, l'énergie, l'enseignement et le reste.

Tant et si bien que le gouvernement maintient son image de bon gouvernement, que la popularité de René Lévesque (plus grande que celle de son parti) ne cesse de croître, et que Parizeau maintient sa poigne de fer, en apparence du moins. Les Québécois reprennent goût à un gouvernement qui dirige, qui sait ce qu'il veut et qui prend des décisions. Avec un peu moins de panache et de rhétorique qu'au début, avec un peu plus de modestie et de prudence. Avec ruse aussi, comme en témoigne la querelle de la taxe de vente avec Ottawa.

Mais la prudence se fait de plus en plus pressante dans le domaine vital qui est la raison d'être du parti au pouvoir : à force d'explications tortueuses, d'exégèses savantes, de sondages raffinés, la souveraineté-association devient, selon le mot du chroniqueur L. Ian MacDonald, de *The Gazette*, la « souveraineté-négociation ». Le gouvernement met au point une stratégie du trait d'union et ajoute quelques étapes supplémentaires à sa démarche de l'étapisme feutré.

Dans le secteur même où la démarche devrait être la plus limpide, elle est sinueuse et tortueuse, sinon torturante. Réalisme et pragmatisme obligent, certes, mais ils empruntent ici des voies qui ressemblent fort à de l'électorisme. Soigné, raffiné, léché, bien sûr, mais qui n'en laisse pas moins un arrière-goût amer.

Après deux ans, le gouvernement n'a pas perdu le goût du Québec, mais il a acquis aussi le goût du pouvoir. Il n'y a rien là de catastrophique : le propre d'un parti politique, c'est d'aspirer à prendre le pouvoir, puis à le garder. Sauf que le Parti québécois n'est pas un parti comme les autres et qu'il y a grand risque que le gouvernement auquel il a donné naissance s'assagisse et s'affadisse avec l'usure des ans.

L'heure n'est pas aux coups d'éclat, mais à la modération et la prudence. Il y a des impératifs auxquels aucun gouvernement n'échappe. Mais à force de diluer le programme fondamental, de l'émietter en mille morceaux d'un cassette chinois, la crédibilité est affectée, la confiance attaquée. Et la crédibilité d'un gouvernement, comme celle d'une personne, c'est fragile et délicat : on peut défaire en deux mouvements ce qu'on a mis dix ans à édifier lentement, patiemment, ardemment.

Le 15 novembre 1976, le P.Q. était porté par une immense vague d'espoir et de confiance. Deux ans plus tard, il a livré une bonne partie de sa marchandise.

Sauf l'essentiel, pour lequel il est là.

C'est avec cette « hypothèque » qu'il entre dans le deuxième versant de son mandat, celui qui fera le partage entre les hommes et les enfants, selon le mot de René Lévesque. Celui aussi des compromis qui mènent parfois aux compromissions, tant est forte la tentation du pouvoir pour lui-même quand on a la certitude un peu arrogante d'avoir donné un bon gouvernement. Un gouvernement qui bouleverse et inquiète d'un côté, qui rassure et évite de faire peur de l'autre. Mais pas assez.

« En dépit d'une performance législative rarement vue dans une législature canadienne, il [le gouvernement Lévesque] n'arrive pas à accroître ses appuis à la thèse qui constitue sa raison d'être : la souveraineté-association — écrit Jean-V. Dufresne, pour la Presse canadienne. L'équipe de M. Lévesque n'est pas encore parvenue à s'imposer comme gouvernement majoritaire dans l'esprit des Québécois. Il a été incapable, jusqu'à ce jour, de se rallier les indécis qui détermineront, inévitablement, sa victoire ou sa défaite au prochain référendum, et aux prochaines élections de l'Assemblée nationale. »

Entre-temps, le parti qui a donné naissance au gouvernement n'est plus que l'ombre de lui-même estime Jean-Claude Rivard dans *Le Devoir*.

« Dirigé par un exécutif timide, effacé et pour l'essentiel soumis aux volontés de René Lévesque, mal à l'aise face à un gouvernement qui prend toute la place et souffre peu la critique, hanté par la crainte que toute discorde publique vienne nuire aux chances de succès du référendum, le Parti québécois n'est plus que l'ombre de lui-même... »

« Un parti qui depuis deux ans a accumulé les succès au niveau de l'organisation — augmentation sensible du nombre de ses membres et performance impressionnante au cours de ses deux dernières campagnes de financement — mais qui, du moins vu de l'extérieur, semble s'être intellectuellement rabougri et qui donne l'impression de ne pouvoir à son tour échapper au sort qui guette tous les partis gouvernementaux, soit de devenir une simple machine d'élections. »

Au surplus, un ennemi redoutable entreprend le siège de la forteresse. Misant sur l'avenir, le directeur du *Devoir* avait suggéré en novembre 1976 de chasser le régime Bourassa et d'élire un gouvernement péquiste. Comme s'il regrettait ce cri du cœur, Claude Ryan devient par la suite le véritable porte-parole de l'opposition extra-parlementaire, notamment au chapitre linguistique. Décapitée, déboussolée, l'opposition libérale était fantomatique, presque hiératique. Elle avait besoin d'un nouveau souffle. Le penseur du *Devoir* s'imposa d'emblée, écartant facilement l'ex-ministre des Finances, Raymond Garneau. Quelques semaines plus tard, le nouveau chef libéral entreprend dans Notre-Dame-de-Grâce une série de victoires (onze élections partielles, le référendum) qui semblent le porter comme une vague jusqu'au pouvoir. À portée de bras. Et qui lui échappera comme par enchantement.

Fin 1979

Sur le plan législatif, une troisième année faste : zonage et protection permanente du territoire agricole ; aménagement et urbanisme ; conditions minimales de travail ; santé et sécurité au travail ; supplément de revenu au travail ; régie du logement ; services de garde à l'enfance ; réforme électorale ; création du Ministère de l'environnement et du Ministère de l'énergie et des ressources, et le reste.

Mais c'est surtout l'année du désenchantement, des déchirantes remises en question, des pénibles révisions de stratégie, bref, la fin de l'unanimité factice qui régnait depuis novembre 1976.

Le ciment du pouvoir colmate les brèches de plus en plus mal. Commis à la réforme électorale et parlementaire, Robert Burns n'a pu mener à bien tous ses projets. Il s'en prend à ses collègues, qui ne veulent plus modifier les règles d'un jeu électoral qui a fini, après bien des déboires, par les servir à souhait et les combler d'aise. Dans l'Opposition, le député de Maisonneuve était considéré comme le leader de l'aile radicale et intransigeante, qui aurait préféré ne pas prendre le pouvoir en 1976 et faire avancer patiemment la cause d'un Québec

indépendant et socialiste. Il a dû se plier à une stratégie étapiste et social-démocrate, qui a mené au pouvoir rapidement, mais qui le laisse sur sa faim, lui et quelques autres. Après la déchéance des élections partielles d'Argenteuil (remportées facilement par Ryan), il n'en peut plus. Il tire la ligne et déchire le voile de l'unanimité. Il montre la faille profonde dans la cuirasse. Il taille dans le vif d'une plaie béante.

« Un gouvernement en proie à la morosité », titre *Le Devoir*.

« Les cuisantes défaites électorales dans Argenteuil et Jean-Talon, et l'annonce pour le moins spectaculaire de la démission prochaine de M. Robert Burns — première lézarde publique dans l'édifice gouvernemental — ne constituent que la pointe du même iceberg dont on ne sait plus très bien, après trois années d'exercice du pouvoir, où et comment diriger la course. »

Défaitisme, inquiétude, chacun pour soi, attentisme, repli défensif.

Le gouvernement donne l'impression de jouer de ruse et de « farfiner » avec la population quant à l'essentiel. Comme s'il cherchait désormais la recette magique et infaillible pour garder le pouvoir. À tout prix. Pour plusieurs ministériels, le grand idéal du début de la décennie est devenu une affaire de *marketing*, d'emballage, de mise en marché. Le rendez-vous avec l'avenir se transforme en supersondage, plus raffiné que les coups de sonde avec lesquels le P.Q. est passé maître et a appris à gouverner. Le feu sacré s'éteint dans l'épaisseur du pouvoir et du terrible quotidien.

Pour resserrer les rangs, pour rétablir la solidarité, René Lévesque effectue un mouvement de chaise musicale et chasse du Cabinet deux « extrémistes » : Rodrigue Tremblay, qui conteste en solitaire conservateur les orientations social-démocrates du gouvernement ; Louis O'Neill, de plus en plus mal à l'aise dans la peau d'un ministre étapiste. Lise Payette est promue ministre d'État à la condition féminine. Mais la désillusion s'installe, pernicieuse, en même temps que le « complexe du *bunker* », du persécuté, du retranché, du sectaire, du partisan aveugle et sûr d'avoir raison.

Le gouvernement a tant tardé à livrer sa marchandise référendaire que le voici obligé de le faire en plein tumulte, dans l'essoufflement et le défaitisme. Le consensus s'effrite sous les premiers coups de canon des fonctionnaires et assimilés, qui achètent à prix d'or la nécessaire paix sociale. Les escarmouches se transportent même sur le terrain fédéral, avec l'étrange appui de Lévesque à Fabien Roy, nationaliste-créditiste bon teint. L'usage des fonds publics se fait moins rigoureux, l'on joue avec la propagande, l'on tronque des textes de M. Ryan, le gouvernement étend ses tentacules de « *Big Brother* » condescendant.

Le remaniement lui-même est venu tellement tardivement qu'il n'a pas mis un terme à un certain désabusement et même à un certain cynisme, qui vient avec le pouvoir.

Fin 1980

« Détour sur la route de l'abattoir », écrit J.-Jacques Samson dans *Le Soleil*, « L'année morose du Parti québécois », opine un deuxième ; « Étrange fin d'année référendaire », tranche un troisième.

Au lieu des lendemains qui chantent, une aube sombre et grise. Une corde s'est irrémédiablement cassée le 20 mai. Pas de mandat, pas de négociations, encore moins de souveraineté-association. Le triomphe arrogant de Trudeau, remis en selle par les Québécois, marque une rupture, la fin d'un grand rêve généreux. Atteint en plein cœur, le gouvernement nage depuis lors dans l'ambivalence et l'équivoque, pour ne pas dire dans le paradoxe. L'objectif s'estompe, cependant que le gouvernement s'appuie sur un fragile front commun interprovincial pour empêcher le coup de force constitutionnel.

René Lévesque prétend que les Québécois n'ont pas définitivement rejeté l'idée de la souveraineté-association et que son gouvernement va dans la bonne direction, ayant obtenu l'appui massif des « forces montantes », au référendum. Il fait des efforts méritoires pour se recycler dans le fédéralisme « renouvelé », tel que souhaité par six Québécois sur dix ; il participe avec bonne foi au carrousel estival de Jean Chrétien, l'exécuteur des hautes œuvres du prince qui règne à Ottawa. Mais sa conversion trop rapide reste suspecte, d'autant plus qu'il tente d'accoupler une nouvelle partition à la précédente. Le concerto fausse lamentablement.

En tentant le grand coup, Trudeau permet de façon opportune au gouvernement péquiste de se refaire une virginité, de mobiliser, de regrouper les énergies éparses et essoufflées. Et pour faire face à la menace imminente, le gouvernement repousse l'échéance électorale au-delà des quatre ans traditionnels.

Choqué, ulcéré de ce que le pouvoir lui échappe encore, Ryan refuse de souscrire à une motion d'urgence contre le rapatriement unilatéral de la constitution. La mobilisation bat de l'aile.

Las de ces interminables palabres et désireux de passer à autre chose, les citoyens laissent dire et braire les politiciens qui se chamaillent.

Parvenu au terme de son mandat normal, le gouvernement ne pouvait quand même pas se contenter de rester sur la défensive et d'espérer que Trudeau lui redonne crédibilité et second souffle. Il lui faut de toute urgence se rabattre sur son image de bon et vrai gouvernement. D'où la reprise inattendue des travaux législatifs, à l'automne.

De toute évidence, c'est la session d'un gouvernement qui vide ses tiroirs, corrige ses devoirs, tente d'ajuster le tir du mieux qu'il peut. Le grand souffle inspirateur et novateur est absent de ces pénibles exercices législatifs. Un gouvernement en sursis, qui joue en période supplémentaire, ne soulève guère

d'enthousiasme, y compris chez ses propres militants. Ils en prennent de plus en plus à leur aise avec la ligne « officielle » d'un gouvernement occupé à flairer d'où vient le vent qui tourne sans cesse.

Si l'on fait exception de la réforme du droit de la famille, en chantier depuis longtemps, peut-être aussi de la création de la Société québécoise d'assainissement des eaux, le bilan législatif est fort maigre. Et pour cause. Accaparé par le référendum raté et par ses contrecoups, le gouvernement est à bout de souffle.

Pis encore, l'affaire du « trou » de cinq cents millions dans le financement scolaire, l'escalade d'un déficit hors de contrôle, l'odeur d'un présumé scandale à la Société d'habitation du Québec, risquent d'éclabousser plus qu'il ne le mérite un gouvernement qui a tenté d'arracher les racines profondes et séculaires du laxisme et du favoritisme dans la gestion des fonds publics.

Élu par des Québécois qui avaient soif de plus grande moralité publique, le gouvernement est-il en train de faire la démonstration involontaire qu'il n'est pas aussi pur et sans tache qu'il le prétend? Le danger est là quand on s'accroche au pouvoir et qu'on en a pris un peu trop le goût.

Quelle tragédie pour ce gouvernement en bout de course : non seulement n'a-t-il pas réussi à négocier le grand virage que le 15 novembre laissait espérer, mais le voici presque obligé de ramper pour tenter de sauver les meubles. Il a tout perdu, ou presque. Et il a peur du verdict de la majorité silencieuse que Ryan croit avoir mise dans sa petite poche de veste.

Au lieu de la social-démocratie promise, le gouvernement est accablé par la gestion de la crise, faite de récession et de chômage. Et plane l'ombre menaçante d'un virage à droite qui afflige les démocraties occidentales. Perte de confiance et de contrôle, atmosphère de fin de régime ?

Fin 1981

On le croyait terrassé, Ryan avait pavoisé durant tout l'hiver et préparait déjà son conseil des ministres. Mais le gouvernement, souple comme un chat infatigable, rebondit avec aisance, le printemps venu.

Les sondages, internes et externes au Parti québécois, convergent : en dépit de l'éprouvant échec référendaire, la cote du gouvernement reste bonne, celle de Lévesque meilleure encore, tandis que le chef libéral fait peur au monde et que son équipe, les yeux tournés vers Ottawa, n'inspire pas confiance. Le moment est propice, la campagne électorale est déclenchée avant la fin de l'hiver et alors que gronde la guérilla constitutionnelle.

« Ce qui est en jeu aux élections — écrit René Lévesque aux électeurs — c'est un nouvel élan dans la continuité [...] Le choix est très clair. Ou bien retomber sous le contrôle de groupes privilégiés qui manœuvrent dans leur seul intérêt — et souvent contre le nôtre. Ou

bien continuer de bâtir ensemble, avec toutes les compétences que nous avons maintenant, cette société forte où chacune et chacun pourront s'épanouir. Et avec le Parti québécois, je pense que vous le savez, vous pouvez compter sur une équipe solide et fiable, vouée exclusivement aux vrais intérêts de tous les Québécois.»

Ryan, qui ne croit pas aux sondages, estime que la polarisation référendaire joue encore à plein en sa faveur; d'autant plus que, privés de leur chef, Camil Samson, accueilli dans le giron libéral, les créditistes sont disparus, et que l'Union nationale se débat dans les affres de l'agonie. Mal lui en prend.

Mieux inspiré, mûri par l'expérience, instruit par ses coups de sonde périodiques, le gouvernement ajuste sans cesse son tir, presque au jour le jour. Ce sont les questions de pain et de beurre qui préoccupent les Québécois, aux prises avec une inflation galopante, un chômage pernicieux, les taxes et impôts les plus élevés au Canada? Qu'à cela ne tienne. Dans le but de répondre aux vrais besoins des Québécois, l'équipe Lévesque s'engage à :

- bâtir une économie (épauler les industries de pointe, faciliter le financement et l'expansion des P.M.E., miser sur l'énergie);
- ouvrir de nouvelles voies de création d'emplois (assurer la relève des jeunes avec un « bon d'emploi » de \$ 3 000, augmenter les bourses aux étudiants, prêter sans intérêt aux jeunes agriculteurs, ouvrir le marché du travail à temps partiel);
- accentuer la politique familiale (faciliter l'accès à la propriété résidentielle, baisser les impôts pour les familles);
- humaniser les services publics.

En mettant la priorité sur l'économie, la famille et la défense des droits et intérêts du Québec, le gouvernement mise sur la continuité et la consolidation. Comme pour Bourassa, l'homme des cent mille emplois de 1970, le développement économique fut la faiblesse, le talon d'Achille de ce gouvernement consciencieux et besogneux. Il n'est donc pas surprenant que, à l'instar des libéraux aussi accordés à l'humeur maussade qui prévaut, le relèvement économique se retrouve en haut de la liste d'épicerie péquiste.

Dans la grisaille, comme il est loin, très loin, le 15 novembre 1976. Le second souffle, le grand projet mobilisateur, l'appel aux forces vives, ce sera pour une autre fois. Mais la disette des idées n'empêche pas les deux grands partis de faire le Père Noël en avril. Dans la lancée des engagements, l'austérité est disparue comme par enchantement, l'espace de quatre semaines. Le grand couteau des coupures béantes est resté en l'air. Et comme aux plus beaux jours de Duplessis, Lévesque et Ryan, qui ne peuvent éviter les routes défoncées par un printemps hâtif, promettent de mettre le paquet sur la voirie régionale et rurale. L'asphalte, c'est encore payant !

Cette manne électorale est rafraîchissante. Quelle merveille de constater que la pingrerie et la parcimonie d'hier sont devenues, par un coup de baguette

magique, générosité et prodigalité. Comme si la planche à billets verts était installée à Québec. La disette est finie, voici l'ère de l'abondance. Des châteaux en Espagne...

Entre les deux équipes, celle de Lévesque inspire plus de confiance et de fierté, d'autant plus qu'elle a à nouveau mis son option fondamentale entre parenthèses. Elle est donc réélue avec près de la moitié des suffrages et les deux tiers des cent vingt-deux sièges de l'Assemblée nationale.

Mais l'avenir est sombre et périlleux. Lévesque parle des eaux traîtresses des années 1980, et Parizeau craint le pire : l'appétit des Québécois est insatiable et Ottawa s'apprête à éponger une partie de son déficit sur le dos des provinces. Des besoins accrus, des revenus grugés par l'inflation, c'est la quadrature du cercle : le Père Noël n'a plus rien dans sa besace mais personne ne veut le croire.

Pendant que le nouveau président du Conseil du trésor, Yves Bérubé (qui a amputé Parizeau de l'une des deux lames de son ciseau), parcourt la province pour vendre le bien-fondé des compressions budgétaires, le ministre des finances s'emploie à gratter les fonds de tiroirs. En plein milieu d'exercice, il doit augmenter le fardeau fiscal des contribuables québécois de plusieurs centaines de millions de dollars. Ce qui ne sera quand même pas suffisant pour alléger un déficit hors de contrôle.

Les programmes nouveaux, rares, doivent avoir deux qualités : être attrayants, ne pas coûter cher au gouvernement. C'est le cas du projet de loi concernant l'abolition de la retraite obligatoire ; c'est le cas aussi du programme visant à faciliter l'accession à la propriété résidentielle, fruit de deux promesses électorales.

Le dossier du droit de grève dans le secteur public et parapublic n'en finit plus de rebondir d'un semestre à l'autre. Une vraie patate chaude dont le gouvernement ne sait se défaire.

Priorité à l'économie, clame René Lévesque, mais la seule mesure spectaculaire concerne l'achat de la Société Asbestos après cinq ans de palabres. La carte se veut copieuse et renouvelée au goût du jour, mais la cuisine est vide et les chefs s'initient à la douloureuse gestion de la décroissance et du reste nul. Les héritiers de la révolution tranquille sont fatigués, les hérauts de la démocratie sociale se plaignent d'être en butte à une syndical-démocratie de plus en plus vorace.

Hiver 1982

Sur le front constitutionnel, l'hiver est plus sombre encore que le précédent. Trudeau, le grand gagnant du référendum, a manœuvré de telle sorte que le Québec se trouve plus isolé et humilié que jamais. Pourtant prévenu par

l'expérience de la fragilité des fronts communs interprovinciaux, le Québec a abandonné en avril 1981 son droit d'aînesse, pensant ainsi contrecarrer Ottawa. Il a suffi par la suite que ce dernier fasse sentir aux sept provinces récalcitrantes où étaient leurs intérêts fondamentaux, et la majorité suggérée par la Cour suprême était facilement acquise à Ottawa.

Pointé du doigt, bouleversé, décontenancé, le grand stratège péquiste, Claude Morin, démissionne et rentre dans ses terres universitaires.

Quant au Parti québécois, ayant mis en veilleuse pour quelques mois son option fondamentale, pour les besoins de la cause électorale, il la ressort avec éclat dès septembre, « rappelant que la réalisation de la souveraineté-association constitue la première et principale raison d'être du Parti québécois et doit donc inspirer toute son action ».

Feu le référendum. Le P.Q. propose :

- que l'accession du Québec à la souveraineté se fasse par des moyens démocratiques avec l'accord majoritaire des Québécois ;
- que, sauf dans le cas où les circonstances viendraient précipiter les événements, les prochaines élections générales portent principalement sur ce qui constitue ainsi la raison d'être première du Parti québécois ;
- qu'après en avoir reçu mandat par la population, le gouvernement du Québec invite le Canada à constituer une communauté économique dans le cadre général de la souveraineté-association.

Le NON du 20 mai 1980 a abouti au OUI du Canada anglais à Trudeau, au début de novembre 1981. Humilié, trahi par ses alliés d'hier, le gouvernement québécois se retrouve une fois encore isolé, frustré, désespéré, déboussolé.

L'amertume et la rancœur, alimentées par René Lévesque, s'expriment avec virulence au congrès général du Parti québécois : une simple pluralité des sièges à la prochaine élection générale sera suffisante pour amorcer l'indépendance du Québec ; l'association économique, souhaitable, n'est plus nécessaire ; et, dans un Québec enfin souverain, les minorités ethniques et culturelles auraient la portion aussi congrue que les minorités francophones dans les provinces anglophones.

Débordé par ce virage radical qui rompt avec le Mouvement Souveraineté-Association (M.S.A.) si cher à son cœur, René Lévesque lance une consultation sans précédent pour obliger son rejeton à revenir aux sources paternelles.

Par un seul et unique oui ou non, les trois cent mille membres du Parti québécois doivent répondre à la triple question suivante :

« Acceptez-vous comme principes fondamentaux de notre action :

1. que l'accession du Québec à la souveraineté se fasse par les voies démocratiques dont l'élément clé doit être l'accord majoritaire des citoyens et des citoyennes ;

2. que notre programme, tout en éliminant le lien obligatoire entre les deux, continue d'assortir la souveraineté d'une offre concrète d'association économique mutuellement avantageuse avec le Canada ;
3. que le parti réaffirme son respect et son ouverture à l'endroit de tous les Québécois et de toutes les Québécoises, quelle que soit leur origine ethnique ou culturelle, et notamment par la reconnaissance du droit de la minorité anglophone à ses établissements essentiels, scolaires et autres ? »

Avant même que prenne fin ce que certains ont qualifié avec dérision de « Renérendum », personne ne doutait que Lévesque ne gagne son plébiscite. Mais la question lancinante qui vient à l'esprit est la suivante : à quel prix ? Quand un chef doit ainsi mettre tout son poids, et même sa tête en jeu, pour rétablir le bon sens et la mesure dans sa propre demeure, il joue le tout pour le tout. Le père a raison, encore une fois, mais pour combien de temps ?

La crise se résorbera, mais elle restera comme un mauvais abcès, comme une ombre menaçante.

*
* *

Comment conclure ce carnet impressionniste ?

En cinq ans, le gouvernement du Parti québécois est passé de l'espoir et du rêve illimité à la désillusion et à la gestion de la croissance zéro.

En cours de route, semé d'embûches et d'obstacles innombrables, le mode d'emploi de la social-démocratie s'est embrouillé. Au goût tenace et vivace du Québec s'est ajouté le goût du pouvoir, et les deux sont désormais entremêlés, inextricables.

À la patiente recherche d'un nouveau contrat social, du consensus et de la concertation, ont succédé la *real-politik*, le réalisme du terrible quotidien et du poids du jour qui obscurcit toute perspective d'ensemble.

Pour un peuple qui vit au-dessus de ses moyens et refuse de le reconnaître, ce gouvernement n'a pas eu les moyens de sa politique, il n'a pas voulu ou n'a pu se les donner.

La terre promise du pays de plus en plus incertain s'estompe et s'éloigne.

Vivant et se nourrissant de drames shakespeariens, ce gouvernement tourmenté n'a pu mener la révolution tranquille à son aboutissement normal et logique. Il en est réduit au dégraissage, à la diète d'un demi-État aux prises avec une obésité aussi précoce que paralysante.

Voici l'heure des intendants, des pompiers à la petite semaine, sinon des curateurs, sous la tutelle du grand frère qui règne, arrogant, à Ottawa.

Ce n'est pas le désastre ou la catastrophe — le Québec en a vu d'autres et a passé à travers des tempêtes plus traîtresses encore — mais l'air du large se rétrécit comme un mince filon dans la crevasse. Où sont passés les grands espaces du 15 novembre 1976?

Ce n'est plus l'heure de la confiance, mais de la méfiance.

Gilles LESAGE

Le Devoir.